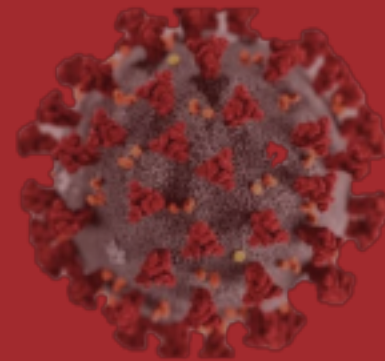


Evaluation au 20 avril 2020 de l'impact
économique du COVID 19
Comptes d'agents et comptes de branche



❑ Pour huit semaines, la contribution à la croissance annuelle sera de -5 points de PIB

- ❑ 2 milliards d'euros perdus par jour
- ❑ Une ampleur inédite et une rapidité sans précédent

	Période	Durée	Perte par semaine d'activité	Contribution annuelle à la dégradation du PIB
Confinement strict	17 mars au 10 mai (15 mars pour les restaurants et bars)	8 semaines	32 %	5 %

❑ Une situation qui n'est pas celle d'une récession « ordinaire »

- ❑ Les ménages accumulent une épargne considérable
- ❑ Pour huit semaines de confinement **55 milliards d'euros d'épargne accumulée**
- ❑ La libération ou non de cette épargne est déterminante pour la suite du scénario

❑ Le confinement n'est pas terminé

- ❑ La phase I s'achève le 10 mai
- ❑ La phase II encore imprécise : un déconfinement partiel ensuite
 - Quels commerces, quelle consommation ?
 - Quels comportements d'activité ?
- ❑ Il pourrait y avoir des périodes de « reconfinement »
 - Avec quel impact sur la consommation ?
 - Nourrissant l'incertitude ?

Choc de demande

Demandes finales empêchées
(*policy brief* de l'OFCE n°65)

- .consommation
- .investissement
- .exportations

Choc d'offre

Impact sur la main d'œuvre du
confinement (section 2 du *policy brief* de
l'OFCE n°66)

1. .gardes d'enfant
2. .droit de retrait
3. .télétravail

Production des branches

Passage des prix d'acquisition (payé pas
les consommateurs) aux prix de base
(reçu par les producteurs)

Utilisation de la matrice input output
(TES symétrique) avec contraintes d'offre
et de demande (section 3 du *policy brief*
de l'OFCE n°66)

Production et valeur ajoutée des
branches

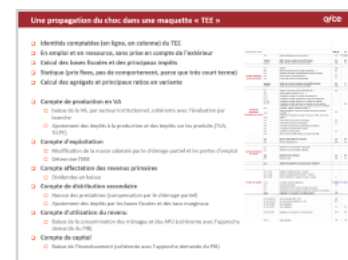
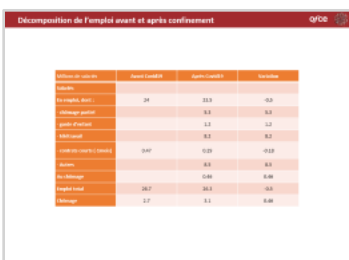
Comptes d'agents

A partir des valeurs ajoutées par branches
et à partir des dispositifs ayant un impact
(section 4 du *policy brief* de l'OFCE n°66)

- .sur le revenu des ménages
- .sur la masse salariale versée
- .sur le revenu des EI

En simulant les bases fiscales (impôts et
prélèvements obligatoires, impôt par
impôt, et II ou revenus de remplacement)

On établit les comptes d'agents (revenu,
épargne, capacité de financement
pendant le confinement)





INSEE, point de conjoncture du 6 avril 2020

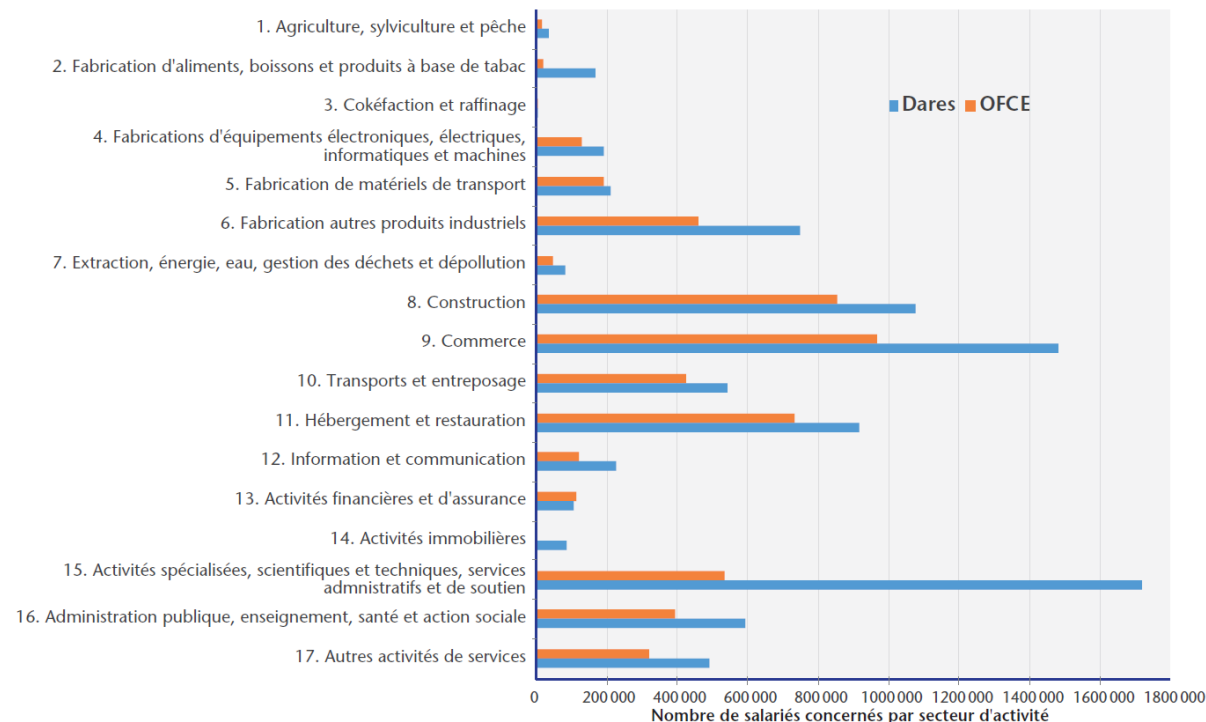
- Évaluation temps réel, données Cartes Bancaires, Trafic ferroviaire, RTE, imputations comptables
- 36 % de perte de PIB pour un mois de confinement (42% secteur marchand)
- 3 points de contribution au PIB annuel pour un mois de confinement

Banque de France, point de conjoncture du 8 avril 2020

- 8 500 entreprises interrogées,
- 32 % de perte de PIB pour un mois de confinement
- 1.5 point de contribution au PIB annuel pour 15 jours de confinement

DARES : recours au chômage partiel

- Différence possible sur la comptabilisation de l'intérim
- Post de blog sur les différences publié dans la semaine



- ❑ **125 milliards de revenus en moins,**
 - ❑ 120 milliards de PIB à cause de l'extérieur et du pétrole
- ❑ **11 Mds d'€ de revenu en moins pour les ménages&EI**
 - ❑ Absorption par le chômage partiel, les arrêts de travail principalement
 - Hausse du taux d'épargne de 4.1 points de RDB annuel à la fin de 8 semaines de confinement
- ❑ **42 milliards d'€ de revenu dans le compte des SNF&SF**
 - ❑ -19 milliards sur la capacité de financement par la réduction de l'investissement
 - ❑ Réduction de la masse salariale liées aux pertes d'emplois (CDD courts, intérimis)
 - ❑ Quel impact sur l'investissement futur ?
- ❑ **71 milliards d'€ de dégradation du compte des APU**
 - ❑ 22 milliards sur le seul chômage partiel
 - ❑ Stabilisateurs automatiques (TVA, TICPE, IS)
 - ❑ Accroissement du déficit public de 65 milliards
 - Potentiellement effet de dénominateur important sur le ratio dette/PIB à la fin 2020

		SNF-SF*	EI**	Ménages	APU	ISBLSM	Impôts- subventions	RDM	Total
PIB	En %	-42%	-36%	-12%	-6%	-42%	-37%		-32%
	Contribution en points de PIB annuel	-3,6	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1	-0,6		-5,0
RDB	En Mds d'€	-42	-2	-9	-71	-1			-125
	Contribution à la perte de revenu total	33%	2%	7%	57%	1%			100%
Taux épargne	En points de RDB		27						
	En pts de RDB annuel		4,1						
Taux de marge « entreprises »	En points de VA annuelle	-2.9							
FBCF	En points de VA annuelle	-8	0	-12	-7	-8			-9
CF (+) / BF (-)	En % du PIB	-0,7	0.0	3,2	-2,8	0.0		0,3	0,0

❑ Les reports de charges fiscales ou de cotisations sociales, les prêts garantis

- ❑ soulagement à court terme en trésorerie
- ❑ 41 milliards d'euros (8 semaines), délais de 3 mois
- ❑ mais ont une VAN presque nulle

❑ Deux propositions

- ❑ Annulation conditionnelle à la perte de valeur ajoutée des cotisations sociales et/ou de l'IS
 - Ciblé, mais redondant avec le chômage partiel
 - Touchera plus les entreprises à fort IS
- ❑ Compensation pour les actifs inutilisés pendant le confinement
 - analogue au chômage partiel pour les actifs productifs physique
 - coût du capital compensé par un crédit d'impôt
 - ❑ Sur la base d'une déclaration/preuve de non-utilisation,
 - ❑ Amortissement tel que déclaré comptablement, au prorata de la période de non-utilisation
 - ❑ Pour une CCF de $260 \times (8/52)$ 21.6 milliards \times 42 % d'inutilisation = 17 milliards d'€

❑ Une annulation générale serait coûteuse et inefficace

- ❑ Ne cible pas les entreprises les plus impactées, aubaine pour les autres
- ❑ Le besoin de financement que nous évaluons est de 19 milliards d'euros

❑ Quel scénario de déconfinement ?

- ❑ Réouverture progressive des lieux de consommation à interaction
- ❑ Transport
- ❑ Bascule entre les contraintes de demande (qui ont dominé le confinement) vers les contraintes d'offre ?

❑ Etat des comptes d'agents après le confinement

- ❑ 42 milliards d'€ par mois dans le compte de (certaines) entreprises et branches induirait des faillites et des bilans plombés, impact sur l'investissement, l'emploi et le revenu des ménages ⇒ **spirale récessive**
- ❑ 55 milliards d'€ d'épargne : quelle consommation ? Épargne de précaution ? Peu de leviers cependant
 - Si consommés : -2 points de PIB contre -5 points de PIB pour 8 semaines de confinement
 - déficit public accru de 0,9 contre 2,8 sinon
- ❑ Traces sectorielles profondes (tourisme, transport aérien)
- ❑ Incertitudes sur la consommation, l'investissement, l'emploi et les retours sur le revenu des ménages

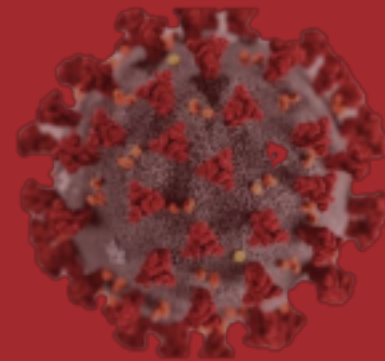
❑ Quelles évolutions structurelles ?

- ❑ Structure de la consommation
- ❑ Chaines de production, relocalisation
- ❑ Restriction aux mouvements de personnes, de marchandises

❑ Un scénario international et financier

- ❑ Quelles trajectoires dans les autres pays, avec des trajectoires sanitaires et économiques de plus en plus divergentes
- ❑ Des crises collatérales et autonomes en développement
 - Crise financière (renforcée par l'incertitude, les premières faillites)
 - Dettes publiques, changes, etc...

Diapositives insérées



FBCF par produit aux prix courants

Code	FBCF par produit	Part dans la FBCF (en %)	Impact sur la FBCF (en %)	Contribution (en pts de %)
A17.AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	0	9	0
A17.C1	Fabric. denrées alimentaires, boissons et prdts à base de tabac	0		
A17.C2	Cokéfaction et raffinage	0		
A17.C3	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - fabrication de machines	8	-42	-3
A17.C4	Fabrication de matériels de transport	7	-75	-5
A17.C5	Fabrication d'autres produits industriels	7	-70	-5
A17.DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	0		
A17.FZ	Construction	43	-80	-35
A17.GZ	Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	0		
A17.HZ	Transports et entreposage	0		
A17.IZ	Hébergement et restauration	0		
A17.JZ	Information et communication	15	-26	-4
A17.KZ	Activités financières et d'assurance	0		
A17.LZ	Activités immobilières	1	0	0
A17.MN	Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	19	-29	-5
A17.OQ	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	0		
A17.RU	Autres activités de services	0	-62	0
FBCF totale		100	-57	-57.5

- ❑ Identités comptables (en ligne, en colonne) du TEE
- ❑ En emploi et en ressource
 - ❑ avec prise en compte de l'extérieur et de l'effet du pétrole
- ❑ Calcul des bases fiscales et des principaux impôts
- ❑ Statique (prix fixes, pas de comportement, parce que très court terme)
- ❑ Calcul des agrégats et principaux ratios en variante
- ❑ Compte de production en VA
 - ❑ baisse de la VA, par secteur institutionnel, cohérente avec l'évaluation par branche
 - ❑ Ajustement des impôts à la production et des impôts sur les produits (TVA, TICPE)
- ❑ Compte d'exploitation
 - ❑ Modification de la masse salariale par le chômage partiel et les pertes d'emploi
 - ❑ Détermine l'EBE
- ❑ Compte affectation des revenus primaires
 - ❑ Dividendes en baisse
- ❑ Compte de distribution secondaire
 - ❑ Hausse des prestations (compensation par le chômage partiel)
 - ❑ Ajustement des impôts par les bases fiscales et des taux marginaux
- ❑ Compte d'utilisation du revenu
 - ❑ Baisse de la consommation des ménages et des APU (cohérente avec l'approche demande du PIB)
- ❑ Compte de capital
 - ❑ Baisse de l'investissement (cohérente avec l'approche demande du PIB)

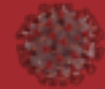
En mds euros, 2018		SNF-SF	EI	Ménages
D39	Autres subventions sur la production	-22	-14	-4
B2g/B3g	EBE / Revenu mixte brut des EI (calcul)	80	82	200
B2n/B3n	ENE / Revenu mixte net des EI (calcul)	-184	71	128
D41	Intérêts	168		15
D42	Revenus distribués des sociétés (dividendes...)	41		
D43	Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers	7		
D44	Autres revenus d'investissements	68		
D45	Loyers des terrains et des gisements	4		2
B5g/RNB	Solde des revenus primaires bruts/RNB (calculs)	64	82	1294
B5n/RNV	Solde des revenus primaires nets/RNV	-199	71	1 222
D51	Impôts sur le revenu (CSG, CRDS, IRPP, IS...)	48		218
D59	Autres impôts courants (TH, IFI...)			22
D611	Cotisations sociales à la charge des employeurs			232
D612	Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs			49
D613CE	Cotisations sociales effectives à la charge des salariés			98
D613CS	Cotisations sociales effectives à la charge des non-salariés		28	
D621	Prestations de sécurité sociale en espèces (assurance publique : chômage, maladie, vieillesse, famille...)			
D622	Autres prestations d'assurance sociale (assurances privées : mutuelles...)	49		
D623	Prestations d'assistance sociale en espèces (RSA, ASS, AAH, ASPA...)			
D71	Primes nettes d'assurance-dommages	36		34
D72	Indemnités d'assurance-dommages	72		
D73	Transferts courants entre administrations publiques			
D74	Coopération internationale courante			
D75	Transferts courants divers	32		35
D76	Ress. propres de l'UE basées sur la TVA et le RNB			
B6g	Revenu disponible brut (calculs)	-23	54	1316
B6n	Revenu disponible net	-287	42	1244
P31	Dépense de consommation individuelle			781
P32	Dépense de consommation collective			
B8g	Epargne brute (calculs)	-23	54	535
B8n	Epargne nette	-287	42	463
B12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur			
D91r / D91p	Impôts en capital à recevoir / à payer			14
D92r / D92p	Aides à l'investissement à recevoir / à payer			0
D99r / D99p	Autres transferts en capital à recevoir / à payer	2		2
P51g	Formation brute de capital fixe	162	0	68
P52	Variation des stocks	13		0
P53	Acquisitions moins cessions d'objets de valeur			1
NP	Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	0		-2
B9NF	Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-171		512
En % de la VA	Taux de marge (EBE / VA)	9.8		
En % de la VA	Taux de marge net (EBE net / VA)	-22.7		
En % du RDB	Taux d'épargne			43.0
En % du PIB	Taux d'épargne	-1.4	3.3	32.5
En % du PIB	Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-10.4	0.0	31.1
En %	Valeur ajoutée	-38	-38	-6

Ventilation par type d'emploi à partir de l'Enquête emploi (en milliers de salariés)

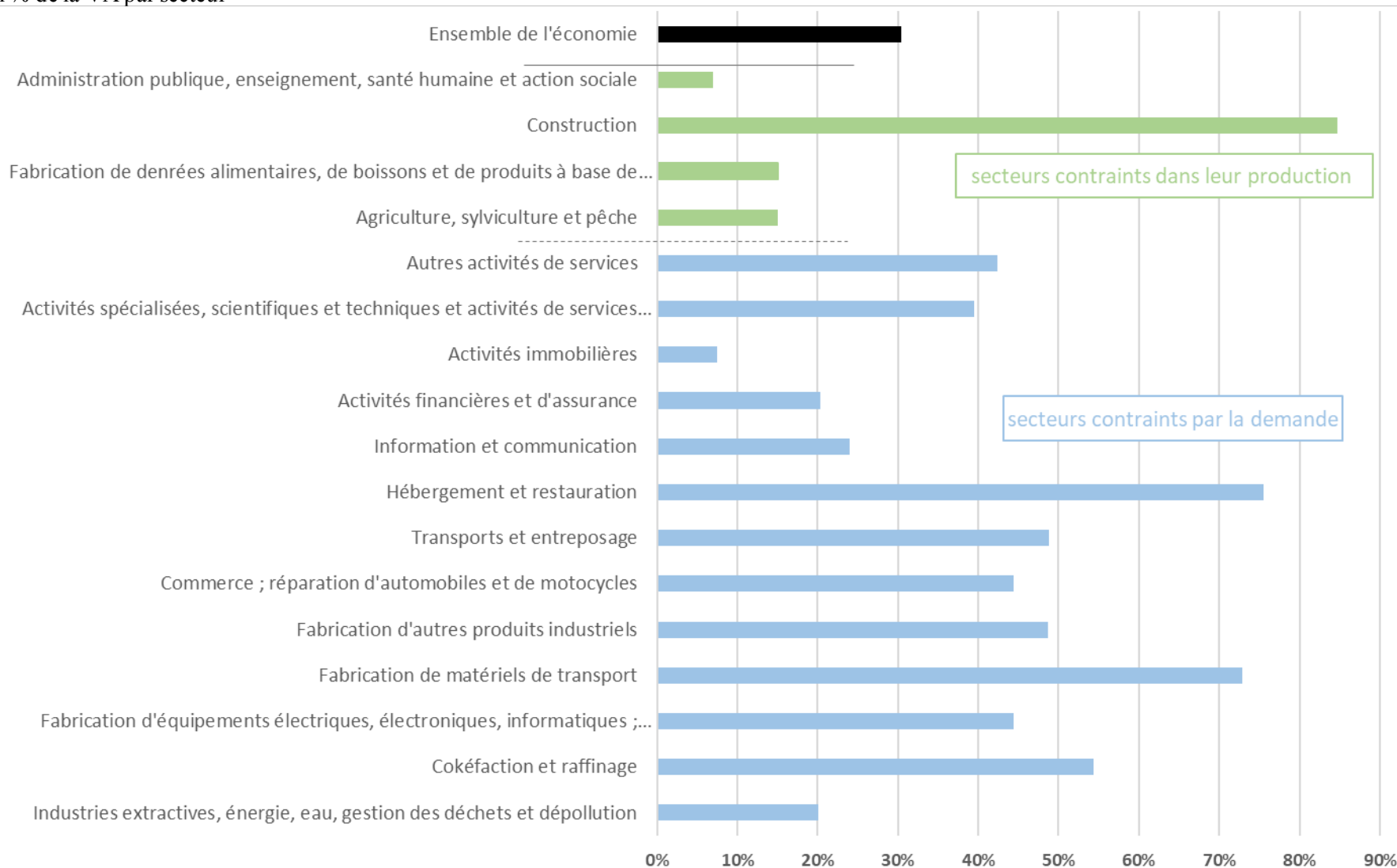


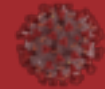
Branches	Salariés au chômage partiel ⁽¹⁾	Dont fermeture obligatoire	Fins de CDD de moins d'un mois	Non-salariés	non éligibles	Garde d'enfant	Total
Agriculture	-22	0	-2	-37	-1	-40	-101
Energie, eau, déchets	-64	0	-4	-5	0	-16	-89
Industries agro-alimentaires	-24	0	-4	-2	0	-72	-102
Cokéfaction et raffinage	-4	0	0	0	0	-1	-5
Biens d'équipement	-171	0	-6	-1	-1	-25	-204
Matériels de transport	-254	0	-11	-19	-1	-12	-296
Autres branches industrielles	-616	0	-17	-9	-64	-87	-793
Construction	-1 137	0	-44	-332	-5	-46	-1 565
Commerce	-1 071	-681	-10	-211	-1	-218	-1 510
Transport	-566	-13	-25	-41	-11	-54	-697
Hébergement-restauration	-737	-737	-6	-150	0	-12	-904
Information-communication	-166	-4	-5	-21	-1	-13	-206
Services financiers	-154	0	-1	-9	-2	-12	-177
Services immobiliers	0	0	0	0	0	-25	-25
Services aux entreprises	-717	0	-15	-158	-29	-129	-1 049
Services non marchands	-394	-394	-4	-6	0	-290	-694
Services aux ménages	-366	-215	-22	-114	-20	-130	-653
Ensemble	-6464	-2 044	-175	-1 114	-135	-1 181	-9 069

Millions de salariés	Avant Covid19	Après Covid19	Variation
Salariés			
En emploi, dont :	24	23.5	-0.5
- chômage partiel		5.3	5.3
- garde d'enfant		1.2	1.2
- télétravail		8.2	8.2
- contrats courts (-1mois)	0.47	0.29	-0.18
- Autres		8.5	8.5
Au chômage		0.46	0.46
Emploi total	26.7	26.3	-0.5
Chômage	2.7	3.1	0.46



En % de la VA par secteur





Code NACE17	Branche	Perte de valeur ajoutée (au prix de base)	Var. annuelle du taux de marge 8 semaines de confinement
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	15%	0,3
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	20%	-1,8
C1	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	15%	-1,1
C2	Cokéfaction et raffinage	54%	-6,1
C3	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	44%	-2,2
C4	Fabrication de matériels de transport	73%	-2,6
C5	Fabrication d'autres produits industriels	49%	-3,3
FZ	Construction	85%	-6,4
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	44%	-3,0
HZ	Transports et entreposage	49%	-3,7
IZ	Hébergement et restauration	75%	-4,8%
JZ	Information et communication	24%	-2,1
KZ	Activités financières et d'assurance	20%	-1,3%
LZ	Activités immobilières	7%	-1,0
MN	Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	39%	-4,1
OQ	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	7%	-0,2
RU	Autres activités de services	42%	-2,1
	PIB	32,0 %	-2,3%